

Les travailleurs ont besoin d'une nouvelle stratégie politique

Par le comité de rédaction du WSWs, le 19 novembre 2007

Les grèves et les manifestations qui se déroulent ce 20 novembre dans toute la France représentent le plus grand mouvement social contre le président Nicolas Sarkozy depuis la prise de fonction de son gouvernement en mai dernier. Ils témoignent de l'opposition étendue et profonde au programme politique de Sarkozy qui a pour objectif de transformer la France en un paradis pour profiteurs, où les riches peuvent engranger encore plus de richesses au détriment du niveau de vie et des droits de la masse de la population.

Sarkozy, qui s'est publiquement aligné avec le président américain George W. Bush, ne soutient pas seulement la politique étrangère criminelle de l'impérialisme américain, mais il s'efforce aussi de créer des « conditions américaines » en France en détruisant les droits sociaux gagnés par la classe ouvrière pendant des décennies de luttes.

Le 20 novembre, les manifestations vont réunir les fonctionnaires de l'éducation, des hôpitaux, de la poste, des collectivités territoriales et d'autres secteurs avec les cheminots, les agents des transports urbains, les gaziers et électriciens qui sont en grève depuis sept jours pour défendre les régimes spéciaux de retraite et avec les étudiants qui protestent contre les projets du gouvernement d'ouvrir les universités aux entreprises privées, de dégrader la qualité de l'éducation supérieure et d'en limiter l'accès.

Sont en jeu tous les droits démocratiques et sociaux de la classe ouvrière.

Du point de vue du gouvernement, une défaite des cheminots, l'une des sections les plus combattives de la classe ouvrière, ouvrira la voie aux attaques sur toutes les autres sections de travailleurs et renverra la classe ouvrière aux conditions de pauvreté et d'exploitation brutale décrites jadis par Emile Zola.

Ce serait une erreur fatale de sous-estimer les dangers que le régime de Sarkozy pose.

Sa base sociale est petite. Il s'agit des patrons, des riches et des super riches, que le président fréquente et avec lesquels il entretient des relations politiques étroites. Mais Sarkozy a le soutien des gouvernements européens et du capital financier international qui insistent pour dire que la France est très en retard en matière de « réformes », c'est-à-dire de démolition, de son système de protection sociale qui constitue un obstacle à l'accumulation sans entrave de profit. De plus, Sarkozy a une stratégie politique et il est bien décidé à l'appliquer à tout prix.

Son objectif est d'isoler les sections les plus combattives de la classe ouvrière, de leur infliger une défaite décisive puis de mener des attaques brutales sur le reste de la population.

Le conflit avec les cheminots a été soigneusement préparé depuis l'arrivée au pouvoir de Sarkozy. Il a tout fait pour les isoler en tentant de séduire les dirigeants des différents syndicats et en les montant les uns contre les autres.

Titrant « L'Élysée mise sur l'exaspération des usagers contre les grévistes » *Le Monde* rendait compte dimanche des considérations stratégiques discutées au plus haut niveau des cercles gouvernementaux. Il citait Sarkozy disant que, la semaine précédente, il avait joué la carte du « dialogue » ajoutant « tout ce que nous avons fait jusqu'à présent nous permettra éventuellement davantage de fermeté plus tard ».

A présent, une deuxième phase, plus conflictuelle débute. « La semaine prochaine, on fera de la politique et de l'idéologie », a-t-il dit.

Dimanche, 8 000 sympathisants du parti au gouvernement, UMP (Union pour un mouvement populaire) ont défilé dans Paris pour protester contre la grève et ont annoncé que d'autres manifestations de ce type auraient lieu si la grève devait se poursuivre.

Les cheminots ont fait preuve de combativité, de courage et de ténacité admirables. Néanmoins, contrairement au gouvernement, ils n'ont ni la stratégie ni la direction requises pour sortir vainqueurs du conflit actuel. Croire qu'il est possible de forcer ce gouvernement à reculer, uniquement par la combativité du mouvement, n'est pas seulement naïf, mais est extrêmement dangereux.

Sarkozy mise tout son avenir sur la question de l'application de ses soi-disant « réformes » qui, du point de vue de la bourgeoisie, ne peuvent plus être remises à plus tard. Les travailleurs et les étudiants qui combattent ces réformes sont confrontés à des tâches politiques.

A la stratégie contre-révolutionnaire du gouvernement, ils doivent opposer leur propre stratégie révolutionnaire. Les retraites, les emplois et l'éducation ne peuvent être défendus que par des grèves massives et la mobilisation politique de toute la classe ouvrière avec pour objectif de renverser le gouvernement gaulliste et de le remplacer par un gouvernement ouvrier réellement démocratique.

Les partis qui se disent de « gauche », y compris « l'extrême-gauche » et les organisations syndicales sont totalement hostiles à cette perspective. La lâcheté et la collaboration ouverte de ces organisations est l'atout le plus important dans l'arsenal de Sarkozy. Une rupture politique et organisationnelle d'avec ces organisations, ainsi que la dénonciation politique intransigeante de leur collaboration à la politique du gouvernement, est le préalable indispensable pour gagner la lutte contre les attaques de Sarkozy.

Le Parti socialiste (PS) soutient ouvertement l'élément clé de la « réforme » des régimes spéciaux: l'allongement de 37,5 à 40 annuités pour avoir droit à une retraite à taux plein. Comme l'UMP de Sarkozy, le PS a, à maintes

reprises, appelé à la fin de la grève des cheminots au nom des usagers de la SNCF, argument classique de tout briseur de grève. Il ne fait absolument aucun doute que si ce parti revenait jamais au pouvoir, il mettrait en place une politique sociale qu'il serait quasiment impossible de distinguer de celle de Sarkozy.

Le Parti communiste, tout en soutenant, en paroles, la grève, accorde son entier soutien aux manœuvres des syndicats avec le gouvernement, visant à étouffer la grève. Les syndicats, cherchant par tous les moyens à éviter une confrontation politique avec le gouvernement, font tout pour trouver un accord pourri et trahir la grève. A Electricité et Gaz de France, les syndicats ont déjà entamé des négociations et ont quasiment mis fin à la grève, séparant ainsi les gaziers et électriciens des cheminots.

A la SNCF (Société nationale des chemins de fer français), un syndicat, la CFDT (Confédération française démocratique du travail) a appelé à la fin de la grève, tandis que les cinq autres syndicats – dont la CGT (Confédération générale du travail) et Sud (Solidarité, unité, démocratie) – ont accepté de se rendre à une table ronde avec la direction et le gouvernement, mercredi, une fois passée la manifestation de mardi.

La CGT, syndicat majoritaire chez les cheminots, joue un rôle crucial dans la préparation de la trahison du mouvement. Avant même le début de la grève, le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibaut, avait accordé une concession majeure. Cela avait été largement interprété comme un geste de soumission ou, comme l'avait écrit *Libération*, « le rejet de l'attitude du "tout ou rien" ».

Quel rôle jouent Lutte ouvrière (LO) et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ?

Tandis que ces deux organisations soutiennent officiellement la grève des cheminots et ont appelé dans une déclaration commune à « une riposte massive de l'ensemble du monde du travail pour faire reculer le gouvernement », elles couvrent le rôle perfide joué par les partis de « gauche » et les syndicats et font tout leur possible pour empêcher que les travailleurs ne rompent avec ces organisations. La LCR et LO cultivent toutes deux l'illusion dangereuse que la combativité syndicale pure et dure suffira à elle seule à forcer le gouvernement à reculer.

Lutte ouvrière, en plein milieu de la grève, a annoncé qu'elle négociait, pour les élections municipales de 2008, des listes électorales communes avec le Parti socialiste dans certaines villes, ce qu'elle n'a jamais fait auparavant. Alors que, comme dit le proverbe, les rats quittent un navire qui coule, Lutte ouvrière semble faire tout le contraire – fournissant à ce parti bourgeois discrédité une certaine légitimité de gauche.

Pendant ce temps, le porte-parole de la LCR, Olivier Besancenot, appelle à l'unité avec le Parti socialiste... pour soutenir une grève reconductible à laquelle le Parti socialiste s'oppose ouvertement !

Le 16 novembre, Besancenot a lancé un appel à tous les partis de l'ancienne coalition de la gauche plurielle (Parti socialiste, Parti communiste et les Verts) qui formait le gouvernement de Lionel Jospin de 1997 à 2002. Il

déclarait : « Les partis de gauche doivent prendre rapidement leurs responsabilités et des initiatives de solidarité avec les grévistes. C'est pourquoi, je propose à tous les premiers responsables des partis de gauche une réunion unitaire, dans les plus brefs délais, afin de décider ensemble toutes les initiatives de soutien aux grévistes et à leurs revendications. »

Est-ce que Besancenot nous prend pour des imbéciles ? Il sait pertinemment que le Parti socialiste ne soutient pas la grève des cheminots. Son appel est une tentative de camouflage de la réalité.

Cela démontre la fausseté de ce soi-disant parti anticapitaliste que la LCR va fonder en janvier prochain. Ce parti, comme Refondation communiste en Italie, qui a fini par rejoindre le gouvernement bourgeois de droite de Romano Prodi, sera un mécanisme de plus servant à empêcher les travailleurs de rompre avec la démocratie sociale et de se tourner vers une perspective authentiquement socialiste et internationaliste.

La France a une longue histoire de mouvements sociaux puissants qui ont été avortés et trahis. Cela fait maintenant presque 40 ans qu'a eu lieu la grève générale de 1968, où des centaines de milliers d'étudiants et des millions de travailleurs s'étaient unis dans une lutte commune contre le régime du général de Gaulle. A cette époque ce furent la CGT et le Parti communiste qui avaient sauvé de Gaulle. Ils avaient refusé de prendre le pouvoir et avaient étouffé la grève au moyen des accords de Grenelle. Il avait fallu après cela attendre encore 13 ans pour que la droite politique perde le pouvoir.

Trente-deux ans avant cela, un mouvement de grève d'envergure révolutionnaire était trahi par le gouvernement de Front populaire de Léon Blum, ouvrant ainsi la voie au retour de la droite et finalement au régime de Vichy.

Il est nécessaire que les travailleurs tirent les leçons de ces expériences historiques. Il faut construire une direction politique qui puisse coordonner les grèves, les manifestations et les actions de la classe ouvrière contre les machinations de l'ensemble de l'élite dirigeante et de tous ses alliés et représentants politiques, et qui fournisse un programme socialiste révolutionnaire qui corresponde aux besoins des travailleurs.

Ceci n'est possible qu'à l'échelle internationale. Il n'existe pas de réponse nationale à la crise à laquelle sont confrontés les travailleurs. Derrière Sarkozy il y a l'Union européenne, les gouvernements européens, les grandes entreprises transnationales et les banques.

Ce n'est pas par hasard que les conducteurs de train allemands sont en grève en même temps que les cheminots français. Des deux côtés du Rhin, ils luttent contre la subordination des services publics et de tous les aspects de leur vie aux diktats du patronat.

Ces luttes doivent être coordonnées et unifiées.

Nous appelons les travailleurs et les étudiants français à lire le *World Socialist Web Site* et à rejoindre le Comité international de la Quatrième Internationale dans la lutte pour construire un parti réellement socialiste et internationaliste.